

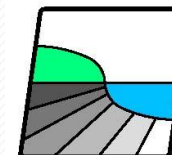
# Commune de CHAUMONT



## ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

### Volet Eaux Usées

Octobre 2013



**NICOT** INGÉNIEURS CONSEILS

Parc Altaïs, 57 rue Cassiopée  
74650 ANNECY - CHAVANOD  
Tel: 04.50.24.00.91/Fax: 04.50.01.08.23  
[www.eau-assainissement.com](http://www.eau-assainissement.com)  
E-mail: [contact@nicot-ic.com](mailto:contact@nicot-ic.com)

EAU, ASSAINISSEMENT, ENVIRONNEMENT

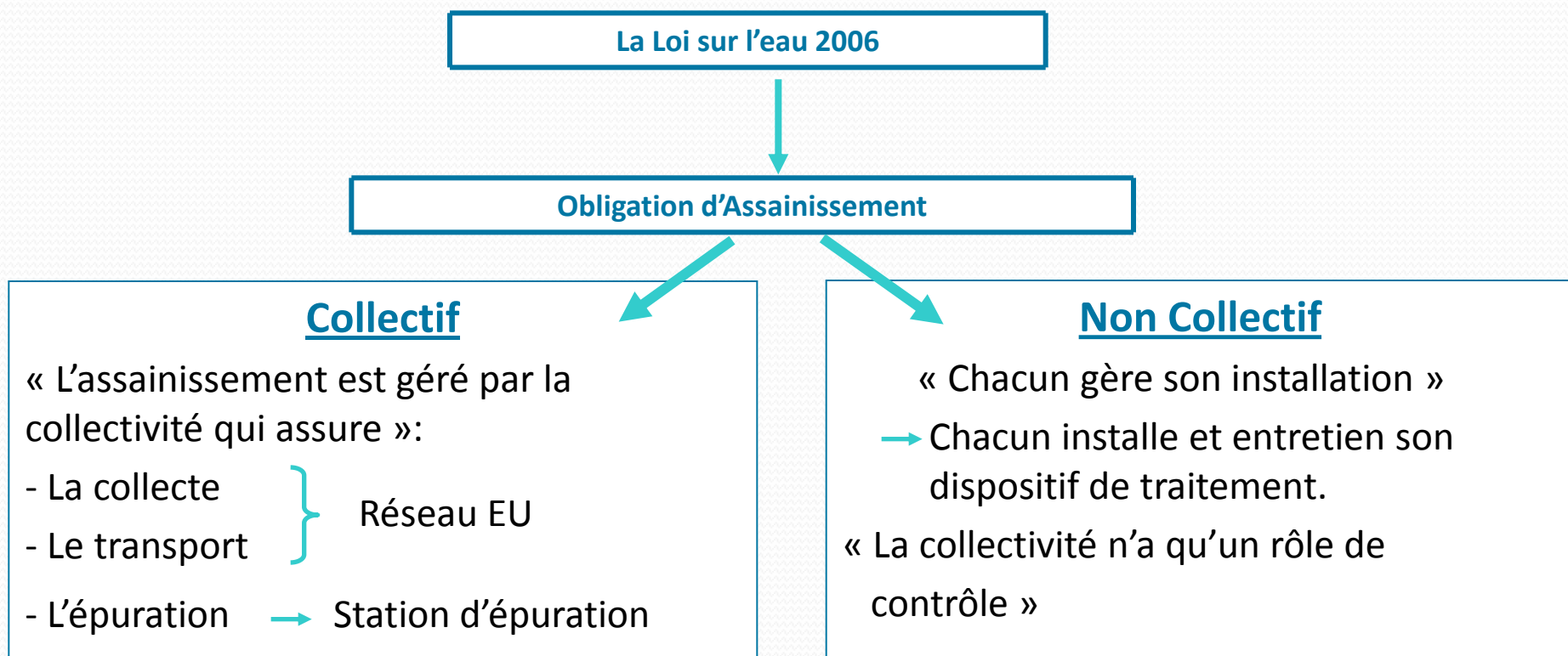
# Contexte Réglementaire

- **Le Grenelle II**

- Obligation pour les communes de produire un Schéma d'Assainissement avant fin 2013 incluant:
  - Un descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées
  - Une programmation de travaux
- Mise à jour du Schéma d'Assainissement à un rythme fixé par décret.

- **Directive Eaux Résiduaires Urbaines**

- **Loi sur l'eau**



## COLLECTIF

- Est en **assainissement collectif** toute habitation raccordée ou raccordable au réseau public d'assainissement.
- Est raccordable toute habitation qui a le réseau en **limite de propriété**.  
(plus haut ou plus bas!)

## NON COLLECTIF

- Est en **assainissement non collectif** toute construction à usage d'habitation, non raccordable à l'Assainissement Collectif.

### Cas des Mini-stations ou Assainissement Groupé

- C'est du collectif si le terrain et la station appartiennent à la collectivité.
- La collectivité est alors responsable de l'entretien.

- C'est du non collectif si le terrain et la station appartiennent à une co-propriété.
- Les propriétaires sont alors responsables de son entretien.

- Toute construction raccordable ou raccordée est soumise à la même:
  - **Redevance d'Assainissement collectif**Et au même
  - **Règlement d'Assainissement collectif**

- Toute construction non raccordée et non raccordable à l'assainissement collectif est soumise à la même:
  - **Redevance d'Assainissement non collectif**Et au même
  - **Règlement d'Assainissement non collectif**

# Compétences

## Assainissement Collectif

+/- 64% des habitations sont raccordables ♦  
( soit +/- 144 logements)

Commune

L'Assainissement Collectif est de la compétence de la **commune de Chaumont**.

- Règlement d'assainissement collectif existant,
  - Tarifs fixés par délibération municipale
  - Redevance assainissement collectif: 3,60 €/m<sup>3</sup> d'eau consommé + 100 €/an/foyer
  - PFAC (Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif) mise en place au 1<sup>er</sup> juillet 2012 (modalités définies par délibération du conseil municipal)
- pour tous raccordés ou raccordables ♦**

♦ Est raccordable toute personne qui a le collecteur EU en limite de propriété.

## Assainissement Non Collectif

+/- 36 % des habitations non raccordables ♦  
(soit +/- 81 logements)

Commune

L'Assainissement Non Collectif est de la compétence de la **commune de Chaumont**.

- La commune a délégué le **contrôle ♦♦ des installations d'assainissement non collectif** au Cabinet Nicot (prestation de service).
- Règlement d'assainissement non collectif communal existant (mis à jour en mars 2012),
  - Redevance d'assainissement non collectif communale: 35 € / an / foyer

♦♦ Le contrôle doit être effectué au plus tard le 31 décembre 2012.

# Etudes existantes

- **Zonage de l'assainissement collectif / non collectif:**

- Zonage d'Assainissement réalisé par le cabinet DAEC en 2003.
- Mise à jour par le cabinet NICOT en 2009.

- **Carte d'aptitude des sols à l'assainissement autonome:**

- Une Carte d'aptitude des sols à l'assainissement autonome a été réalisée sur une partie du territoire communal en avril 2000 par le cabinet DAEC.
- Elle a été complétée en juillet 2009 par le cabinet NICOT.
- Une mise à jour du guide des filières d'assainissement non collectif, avec la prise en compte des nouveaux dispositifs agréés, a été fournie à la commune en mars 2012.

# Zonage de l'assainissement actuel

## 3 Types de Zones

### Zones d'Assainissement Collectif Existantes

+/- 64 % des installations  
(+/- 144 logements)

Le **réseau** existe et est relativement récent.

La **station d'épuration** de 700 EH est communale. Elle est située sur la commune de Chaumont, au lieu-dit Le Malpas.

### Zones d'Assainissement Non Collectif

+/- 36 % des installations (+/- 81 logements)

#### Zones d'Assainissement Collectif Futures

+/- 75 % des installations (+/- 61 logements)

Des projets de création d'antennes et raccordement aux réseaux existants:

Court terme:

✓ Le Malpas (+/- 31 logt)

Moyen terme:

✓ Saint Jean (+/- 20 logt)

Echéance à définir:

✓ Chaumontet (+/- 30 logt)

#### Zones d'Assainissement Non Collectif maintenues

+/- 25 % des installations (+/- 20 logements)

Pas de Projet d'Assainissement Collectif programmé à l'échelle du PLU.

Les hameaux concernés sont:

- ✓ Vovray,
- ✓ Champ Barbier
- ✓ Le Château
- ✓ quelques habitations isolées

# Zone d'assainissement collectif existante:

- **Détail de la zone**

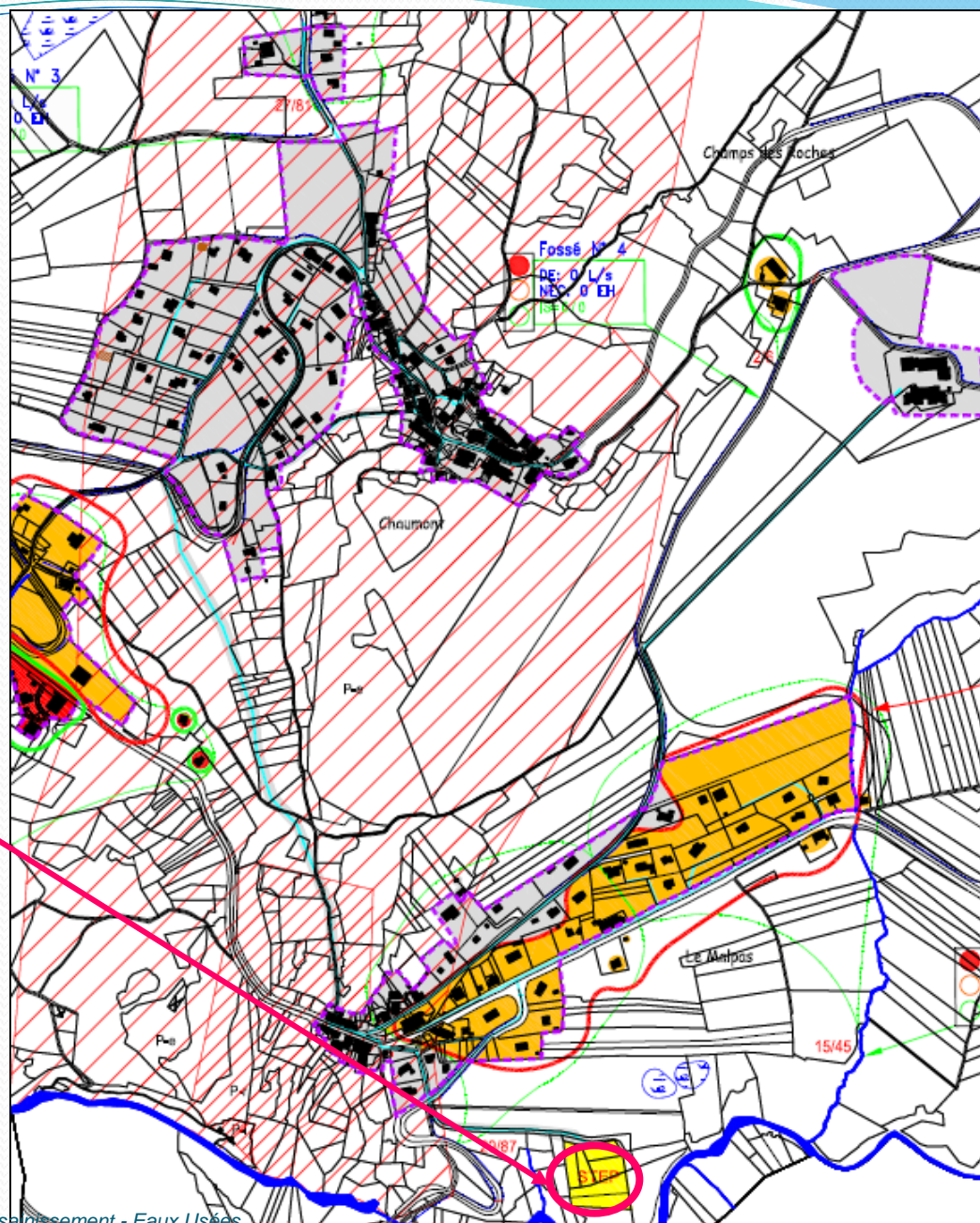
- +/- 64 % des habitations sont raccordées ou raccordables au réseau collectif d'assainissement.
- Le réseau EU est de type **séparatif** et mesure +/- 4,7 km.
- Les eaux usées sont dirigées vers la **station d'épuration communale** située au lieu-dit Le Malpas.



# Zone d'assainissement collectif existante

Zone grisée =  
assainissement  
collectif existant

Station  
d'épuration





# Assainissement collectif

- Station d'épuration

STEP de CHAUMONT	Nature	Mise en service	Capacité nominale	Charge actuelle (estimation)	Milieu récepteur
	STEP à macrophytes	Fin 2008	700 EH	+/- 360 EH	Le Fornant



Vue aérienne de la STEP au Malpas

# Assainissement collectif

- **Technique**

- La **commune** prend à sa charge l'entretien des réseaux et l'entretien de la STEP.

- **Réglementation**

- Toutes **les habitations existantes** doivent être raccordées au réseau collectif d'assainissement.
- Toute **construction nouvelle** doit être raccordée au réseau collectif d'assainissement.
- L'assainissement non collectif ne peut être toléré que sur dérogation du maire de la commune pour des cas particuliers **techniquement ou financièrement « difficilement raccordables »**.
- Le défaut de raccordement donne la possibilité de **doublment de la redevance** d'Assainissement Collectif.

- **Financier:**

- Toute personne raccordée ou raccordable est redevable de la **redevance d'assainissement Collectif**.
- **Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012:** toute construction nouvelle ou toute extension d'une construction existante implique le versement à la collectivité de la PFAC (Participation pour de Financement de l'Assainissement Collectif).

- **Incidence sur l'urbanisation:**

- Dans les zones raccordées au réseau collectif d'assainissement, **l'assainissement n'est pas un facteur limitant pour l'urbanisation** (sous réserve des capacités de traitement de la STEP).

# Zone d'assainissement collectif future:

- **Justification des projets:**

L'assainissement collectif a été retenu car:

- L'urbanisation est dense ou va se densifier: la configuration du bâti fait que la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif n'est plus envisageable par manque de place (habitat trop resserré).
- Face à l'importance du nombre d'installations non collectif qu'il faudra reprendre, il semble plus judicieux de créer un réseau de collecte et de le raccorder au réseau existant.
- La configuration des terrains fait que l'Assainissement Non Collectif est très difficilement réalisable.

- **Zones concernées:**

- Plusieurs projets de raccordement sont programmés par la commune:

- **Court Terme:**

- Le Malpas

- **Moyen Terme:**

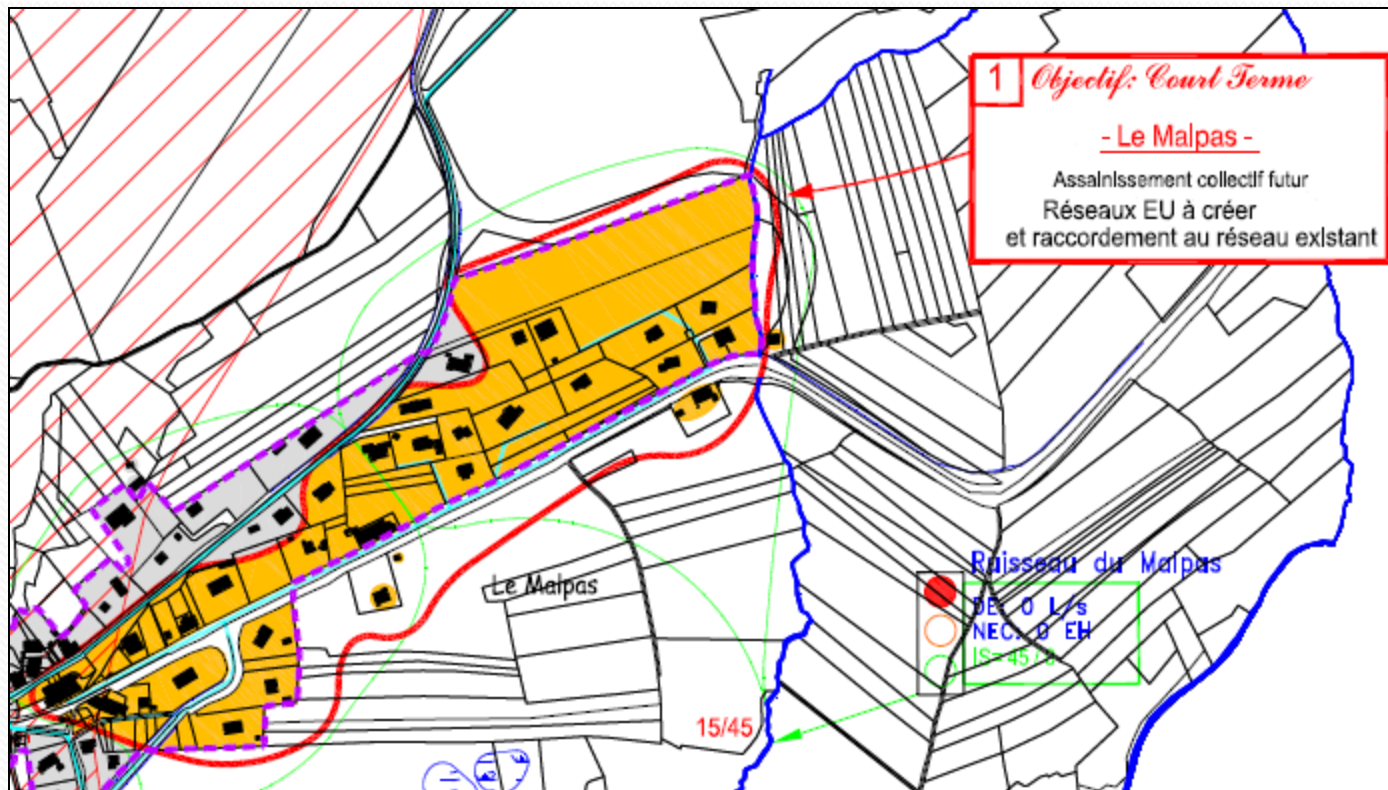
- Saint-Jean

- **Échéance à définir en fonction des capacités de financement:**

- Chaumontet

# Assainissement collectif futur

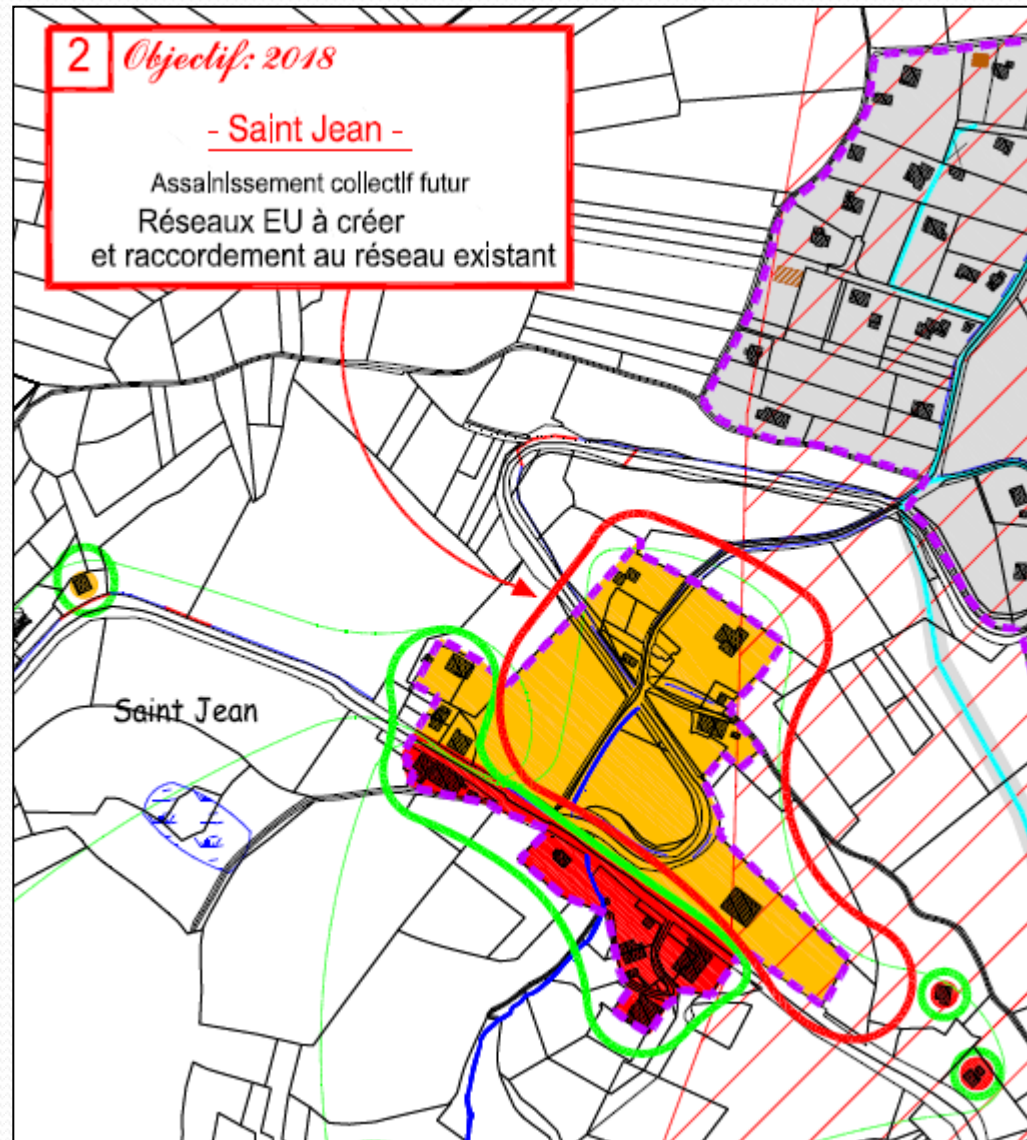
- **Projet à Court Terme :**  
Le Malpas:





# Assainissement collectif futur

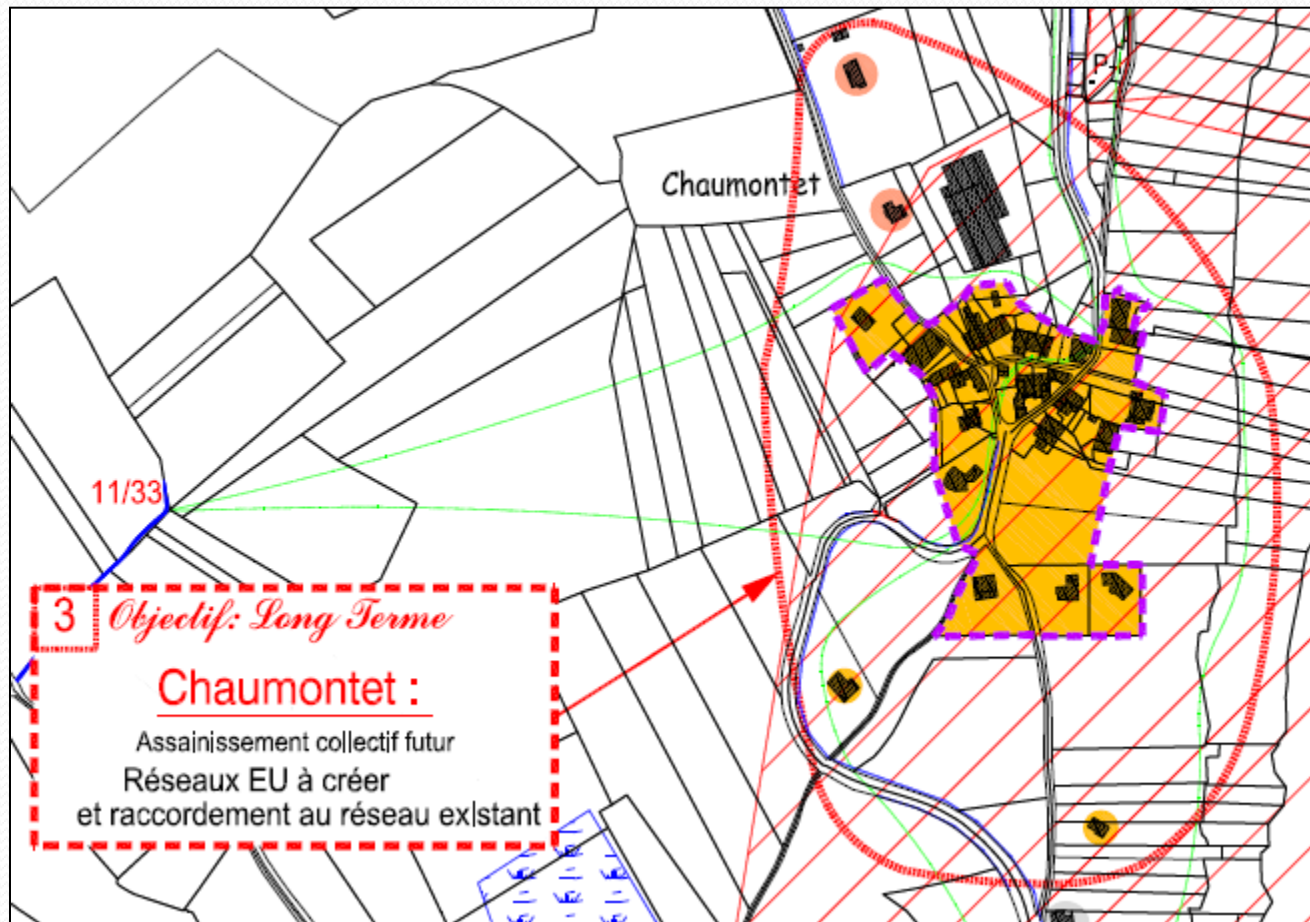
- Projet à Moyen Terme (2018):  
Saint-Jean:



# Assainissement collectif futur

Projet dont l'échéance est à définir :

Chaumontet:





# Assainissement collectif futur

- **Technique:**

- La commune prend à sa charge la réalisation de nouveaux réseaux d'eaux usées séparatifs et doit disposer une boîte de branchement en limite de chaque propriété à raccorder.

- **Réglementation:**

- En attente de l'assainissement collectif:

- Toute habitation existante doit disposer d'un assainissement non collectif fonctionnel et correctement entretenu.
- La mise aux normes des dispositifs d'ANC existants **ne sera pas imposée** pour les habitations situées dans les zones en assainissement collectif futur à **Court ou Moyen terme (sauf en cas avéré de problème de salubrité publique, atteinte à l'environnement et nuisance pour un tiers)**.
- Toute construction nouvelle (sous réserve des possibilités de rejet) doit mettre en place :
  - Un dispositif d'assainissement non collectif **conforme** à la réglementation,
  - Une **canalisation Eaux Usées en attente**, en prévision de son raccordement au réseau collectif.
- Toute **extension ou réhabilitation avec Permis de Construire** d'une habitation existante implique:
  - La mise aux normes de son dispositif d'Assainissement Non Collectif,
  - La mise en place, en attente, d'une canalisation Eaux Usées en prévision de son raccordement au réseau collectif.

# Assainissement collectif futur

La **Carte d'Aptitude des Sols et des Milieux à l'Assainissement Autonome** indique pour chaque secteur la filière d'assainissement non collectif à mettre en œuvre en attente de l'assainissement collectif.

Les notices techniques de la **CASMAA** fixent le cahier des charges à respecter pour leur réalisation.

Le contrôle de la réalisation des ouvrages d'assainissement autonome se fera sur la base des notices techniques.

- **Quand le réseau d'assainissement collectif sera créé:**

- Toutes les habitations existantes disposeront de **deux ans** (à compter de la date de mise en service du réseau collectif) pour se raccorder.
- Toutes les habitations futures auront **l'obligation de se raccorder** au réseau collectif d'assainissement.

# Assainissement collectif futur

- **Incidences sur l'urbanisation:**

- Dans les zones classées en assainissement collectif futur, il est de l'intérêt de la commune de **limiter autant que possible l'ouverture à l'urbanisation avant** l'arrivée de l'assainissement collectif.

- **Financier:**

- Sont à la charge du particulier:
  - Les frais de suppression du dispositif d'ANC,
  - Les frais de branchement (sur le domaine privé),
  - La redevance d'Assainissement Collectif,
  - Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012: la PFAC (Participation pour de Financement de l'Assainissement Collectif) qui concerne toute construction nouvelle ou toute extension d'une construction existante.

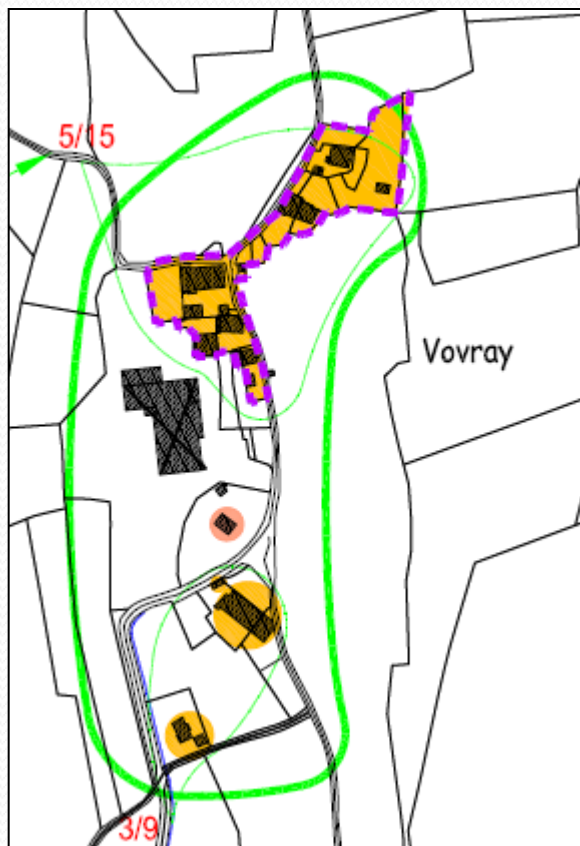
# Zone d'assainissement non collectif (ANC):

- **Justification du choix de l'assainissement non collectif:**

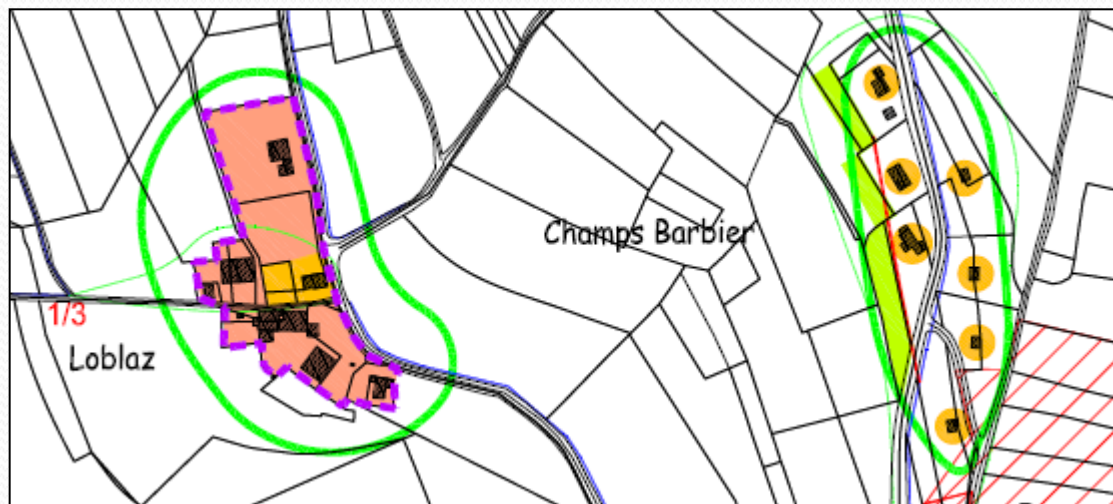
- Dans les zones concernées, les collecteurs d'assainissement collectif sont inexistants.
- Le raccordement aux réseaux EU existants est difficilement envisageable (techniquement et financièrement) à l'échelle du PLU.
- La réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif est possible car l'habitat est peu dense et relativement mité.
  - Ces zones restent donc de fait en assainissement non collectif à l'échelle du PLU.

# Zone d'Assainissement Non Collectif (ANC)

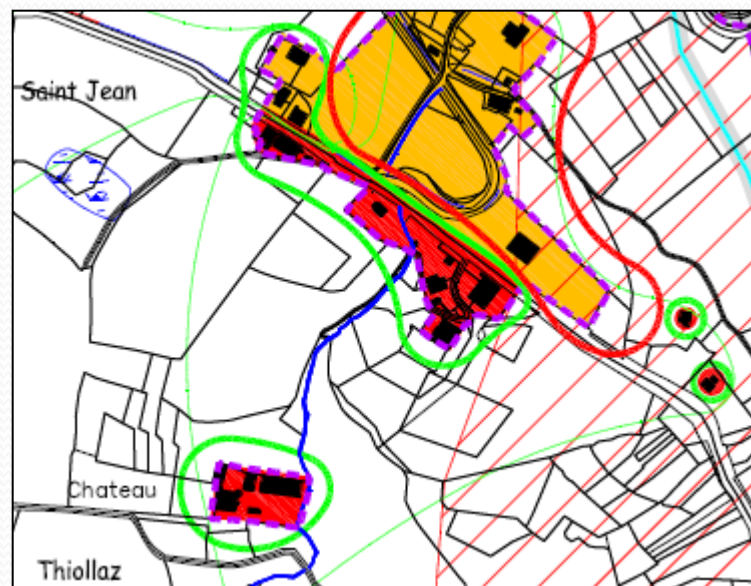
Vovray



Loblaz, Champ Barbier

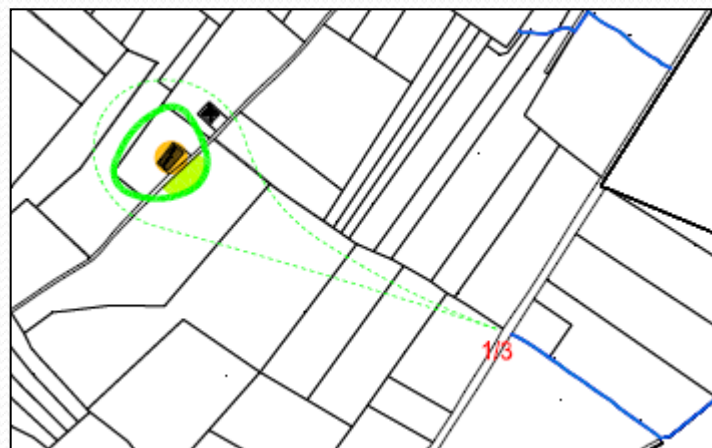
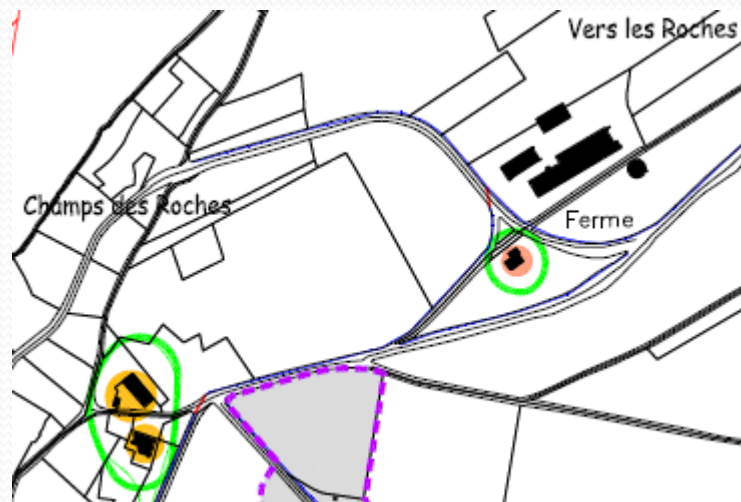


Saint Jean, Le Château

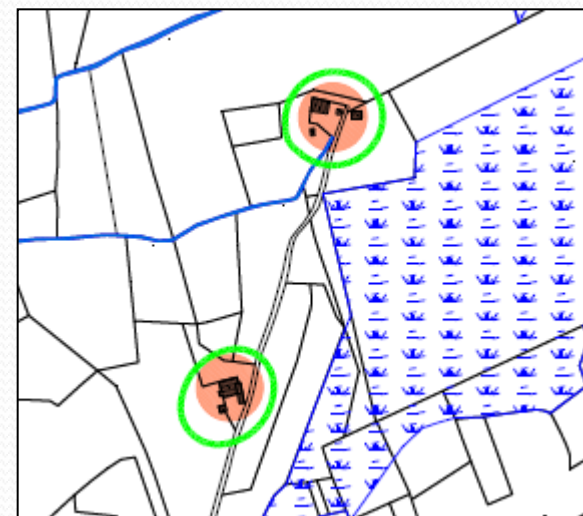
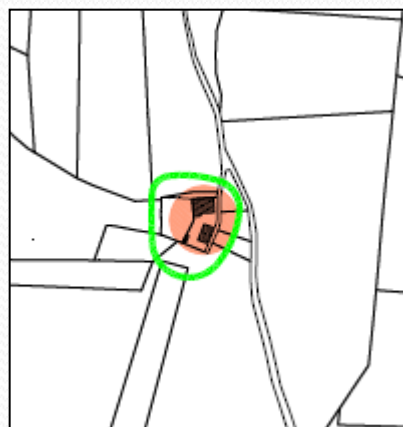
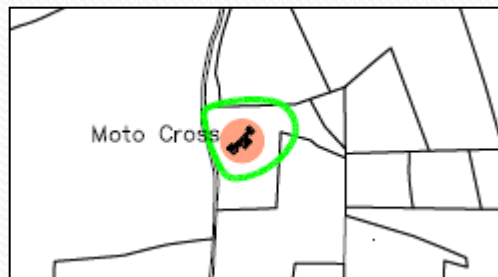


# Zone d'Assainissement Non Collectif (ANC)

Les Roches



Zones d'habitat diffus





# Assainissement non collectif

- **Réglementation:**

- La commune a mis en place un SPANC ainsi qu'un règlement d'assainissement non collectif en 2005. Le SPANC est géré au travers d'un prestataire de service.

- **Conditions Générales:**

- Toutes les **habitations existantes** doivent disposer d'un dispositif d'assainissement non collectif fonctionnel, conforme à la réglementation (arrêté du 07 septembre 2009).
- La mise en conformité des installations est **obligatoire**.
- Toute **construction nouvelle** doit mettre en place un dispositif d'assainissement autonome conforme à la réglementation.
- Toute **extension ou réhabilitation avec Permis de construire d'une habitation existante** implique la mise aux normes de son dispositif d'assainissement non collectif.

# Assainissement non collectif

La **Carte d'Aptitude des Sols et des Milieu à l'Assainissement Autonome** indique pour chaque secteur la filière d'assainissement non collectif à mettre en œuvre.

Les notices techniques de la **CASMAA** fixent le cahier des charges à respecter pour leur réalisation.

Le contrôle de la réalisation des ouvrages d'assainissement autonome se fera sur la base des notices techniques.

⇒ **L'absence de solution technique complète ou l'absence de possibilité de rejet doit être un motif de refus de Permis de Construire.**

# Assainissement non collectif

- **Conditions Générales d'implantation des dispositifs d'ANC:**

**Pour toute nouvelle construction (sur toute parcelle vierge classée constructible au PLU):**

- La totalité du dispositif d'assainissement non collectif (fosse septique, filtre à sable, dispositif d'infiltration dans les sols) doit être **implanté à l'intérieur de la superficie constructible**, dans le respect des normes et règlements en vigueur. (Celui-ci ne peut être implanté sur des parcelles dites naturelles, agricoles ou non constructibles).
- **En cas d'espace insuffisant, le permis de construire doit être refusé.**
- **Surface minimum requise:**
  - Pour être constructible en ANC, une parcelle doit être **suffisamment grande pour permettre l'implantation de tous les dispositifs d'assainissement** nécessaires pour réaliser une filière respectant la réglementation, dans le respect notamment des:
    - Reculs imposés (3 mètres des limites, 5 mètres des fondations),
    - Règles techniques d'implantation (mise en place interdite sous les accès, les parkings,...).

# Assainissement non collectif

## Pour toute construction existante (quelque soit le classement au PLU):

- La mise aux normes du dispositif d'assainissement non collectif est possible sur **n'importe quelle parcelle**, quelque soit son classement au PLU (mis à part périmètre de protection, emplacement réservé ou classement spécifique qui empêche la réalisation technique de celle-ci) dans le respect des normes et règlement en vigueur.
- ⇒ **L'impossibilité technique de réaliser un dispositif réglementaire peut motiver le refus de changement de destination d'anciens bâtiments (corps de ferme).**

## Choix de la filière selon l'aptitude des sols:

- La CASAA définit la filière à mettre en place pour chaque zone.
- Cas de la filière ORANGE: Terrains moyennement perméables
  - Assainissement autonome possible par Fosse septique toutes eaux - Filtre à sable vertical drainé (sous réserve des possibilités d'évacuation des eaux).
  - Les effluents doivent être:
    - Soit infiltrés au moyen d'un dispositif d'infiltration dans les sols (dans ce cas, une étude de conception du dispositif d'Assainissement Non Collectif devra être fournie au SPANC).
    - Soit rejetés dans un ruisseau à débit permanent, dans le respect des objectifs de qualité, via un collecteur E.P. existant ou à créer.
  - Pour les parcelles bâties (habitations existantes): en cas d'impossibilité technique de réaliser un dispositif complet, un dispositif adapté pourra être toléré (en accord avec le service de contrôle). **Dans ce cas la capacité habitable ne pourra être augmentée.**
  - Pour les parcelles non bâties: en cas d'impossibilité technique de réaliser un dispositif complet, **le Permis de Construire doit être refusé.**

# Assainissement non collectif

## Possibilités de rejet selon l'aptitude des milieux:

- Pour les habitations existantes:
  - Les possibilités de rejet sont tolérées pour les habitations existantes dans la limite de la capacité du logement existant.
- Pour les constructions neuves ou toute création de nouveaux logements:
  - Zones classées constructibles au futur PLU: le rejet devra être considéré comme acquis pour les parcelles qui seront classées constructibles au futur PLU.  
  
\*\*\*\* Remarque importante\*\*\*\*: il convient que les zones classées constructibles au PLU (en Assainissement Non Collectif) soient très peu nombreuses du fait des possibilités de rejet limitées dans les cours d'eau.
  - Zones classées non constructibles au futur PLU: les nouveaux rejets seront limités au changement de destination des bâtiments existants.
- La création des collecteurs nécessaires à l'évacuation des effluents des dispositifs d'assainissement non collectif reste à la charge de chaque pétitionnaire.

# Assainissement non collectif

- **Incidence sur l'urbanisation:**

- La poursuite de l'urbanisation est **conditionnée** par les possibilités d'Assainissement Non Collectif.

- **Pour la commune:**

- Le **contrôle des installations** est **obligatoire**.
- La commune doit effectuer le contrôle des **nouvelles installations**:
  - Au moment du permis de construire,
  - Avant recouvrement des fouilles.
- La commune doit effectuer le contrôle des **installations existantes** de façon périodique tous **les 4 à 10 ans**. Ce contrôle doit être effectué au plus tard le **31 décembre 2012**.
  - **Mise en place du SPANC en 2004.**
    - En 2013, on dénombre 105 installations d'assainissement non collectif existantes sur la commune.
    - 94 % d'entre elles ont été effectivement contrôlées (le reste des contrôles à effectuer correspond aux particuliers n'ayant pas donné suite à ce jour).
    - 86 % des installations contrôlées ont fait apparaître des non-conformités (62 installations non conformes strictes et 23 installations non conformes avec tolérances).
- La commune a mis en place un **règlement d'assainissement non collectif**.



# Assainissement non collectif

- **Pour les particuliers:**

- La mise aux normes est obligatoire.
- En cas de non-conformité de l'installation d'ANC (problèmes constatés sur zone à enjeux sanitaires et/ou environnementaux), le propriétaire a un **délai de 4 ans** pour procéder aux travaux prescrits dans le rapport de contrôle (arrêté du 27/04/2012).
- Toute **nouvelle demande de PC sur du bâti existant** implique la mise aux normes du dispositif d'assainissement. Une **attestation de conformité** du projet de réhabilitation de l'installation d'ANC (remise par le SPANC) doit être insérée dans le dossier de demande de PC (décret n°2012-274 du 28/02/2012).
- En cas de **vente**, l'acquéreur doit être informé d'une éventuelle non-conformité (rapport de contrôle daté de moins de 3 ans) et dispose d'un **délai d' 1 an** après l'acte de vente pour procéder aux **travaux de mise en conformité**.
- Sont à la charge du particulier:
  - Les frais de mise en conformité,
  - Les frais de vidange et d'entretien des installations,
  - La redevance de l'ANC qui sert à financer le contrôle.

# Synthèse:

	Point Fort	Point Faible
<b>Zonage / SDA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mis à jour en 2009</li> <li>Carte d'Aptitude des Sols complète</li> </ul>	
<b>Assainissement Collectif</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>64 % du territoire est assaini collectivement</li> </ul>	
<b>Réseaux</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>De type séparatif</li> <li>Couvre une partie des secteurs urbanisés de la commune</li> </ul>	
<b>STEP</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>STEP communale de 700 EH</li> <li>Capacité suffisante</li> </ul>	
<b>Assainissement Collectif Futur</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Projets de raccordement de 3 secteurs de la commune</li> <li>Aptitude des sols connue</li> </ul>	
<b>Assainissement Non Collectif</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>36 % des installations, soit +/- 81 logements actuellement</li> <li>SPANC créé en 2004</li> <li>Aptitude des sols connue</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>De nombreuses non-conformités sur les installations contrôlées</li> </ul>